

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 15/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRANCE-METAUX SA

ZI Les Forges
14 rue du Four Martin
25400 Audincourt

Références : UID257090/SPR/AB/2025-1006A
Code AIOT : 0012800138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement FRANCE-METAUX SA implanté ZI Les Forges 14 rue du Four Martin 25400 Audincourt. L'inspection a été annoncée le 07/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport vise à vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 06/05/2024 encadrant le projet de restructuration du site consistant notamment en la rénovation des bâtiments et en l'imperméabilisation des sols.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE-METAUX SA

- ZI Les Forges 14 rue du Four Martin 25400 Audincourt
- Code AIOT : 0012800138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société France Métaux située à Audincourt emploie 10 personnes. L'activité est principalement orientée vers les déchets métalliques. Le volume d'activité pour 2024 est le suivant : 4400 t de ferrailles, 896 t de métaux non ferreux, 530 t de DIB, 100 t de bois.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	VLE rejets aqueux	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 3.3.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Programme de surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 3.4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Entretien des piézomètres	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 3.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
5	Conditions d'entreposage des déchets	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 5.1.3.3.	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
6	Rétention des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 5.1.3.4.	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 5.3.	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
8	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
9	Maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 II	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
10	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Demande d'action corrective	4 mois
11	Stockage des batteries	AP Complémentaire du 06/05/2024, article 5.1.3.3 et 6.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport a mis en évidence les manquements suivants :

- la fréquence annuelle de mesure des rejets aqueux non respectée ;
- le programme de surveillance des eaux souterraines selon fréquence semestrielle (basses eaux et hautes eaux) non respecté ;
- la nécessité de mettre en place un dispositif d'accueil des secours conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 06/05/2024 ;
- l'entretien défectueux des piézomètres ;
- la non réalisation du plan de défense incendie et de l'exercice contre l'incendie ;
- l'entreposage et la manipulation des déchets métalliques sur des surfaces non imperméabilisées ;
- l'entreposage des batteries non conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 06/05/2024;
- l'absence d'une capacité de rétention d'un minimum de 350 m³ pour les eaux d'extinction d'incendie.

Compte tenu des non-conformités constatées, un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé, excepté pour les 2 premiers points au vu des prélèvements réalisés la semaine précédant la visite d'inspection par l'APAVE pour l'analyse des eaux pluviales et souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2024, article 3.3.2.		
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux superficielles		
Prescription contrôlée :		
Sans préjudice des valeurs limites définies dans les arrêtés ministériels applicables aux secteurs d'activités, les teneurs maximales en polluants des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, rejoignant le réseau d'assainissement, sont les suivantes :		
Code SANDRE	Paramètre	Valeur limite de rejet - VLE
1302	pH	5,5-8,5
1301	Température	<30°C
1305	MEST	600 mg/l

1314	DCO	2000 mg/l
1313	DBO5	800 mg/l
1369	Arsenic et ses composés(As)	0,025mg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
1388	Cadmium et ses composés	0,025 mg/l
1389	Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)
1392	Cuivre et ses composés (Cu)	0,15mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
1387	Mercure et ses composés(Hg)	0,025 mg/l
1386	Nickel et ses composés(Ni)	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
1382	Plomb et ses composés (Pb)	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
1383	Zinc et ses composés (Zn)	0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
1391	Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	15 mg/l

1440	Indice phénols	0,3 mg/l
1084	Cyanures libres (Cn)	0,1 mg/l
7009	Hydrocarbures totaux	10 mg/l
1117	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	0,025 mg/l (somme des 5 composés visés)
1115	Benzo(a)pyrène	
-	S o m m e Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	
-	Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	
1106	Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1 mg/l

Constats :

L'exploitant a présenté l'accusé de réception par l'Apave (agence de Mulhouse) pour la commande d'une prestation de prélèvements et analyses d'eaux pluviales et souterraines. Les prélèvements ont été réalisés le 17 septembre 2025. Le jour de la visite, l'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier du respect des valeurs limites d'émission pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées. De plus, il n'y a pas eu de mesure en 2024. La fréquence annuelle pour la surveillance des effluents n'est pas respectée. Ces éléments constituent une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport d'analyse dès sa réception afin de vérifier la conformité de ses rejets aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du 06/05/2024.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Programme de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2024, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines au droit des 3 piézomètres du site selon une fréquence semestrielle en période de basses eaux et de hautes eaux sur les paramètres suivants : hydrocarbures totaux, PCB, BTEX, COHV, HAP, métaux. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.
Constats : Comme évoqué dans le point précédent, l'exploitant a fait appel à l'APAVE pour le prélèvement et l'analyse des eaux souterraines. Les prélèvements ont été effectués le 17/09/2025. Il n'y a pas eu de mesure depuis 2023. La fréquence semestrielle pour la surveillance des eaux souterraines n'est pas respectée. Ceci constitue une non conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une surveillance des eaux souterraines selon une fréquence semestrielle en période de basses eaux et de hautes eaux et de transmettre le rapport d'analyse correspondant aux prélèvements réalisés le 17/09/2025 dès sa réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Entretien des piézomètres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2024, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux souterraines
Prescription contrôlée : 3 points de surveillance des eaux souterraines (dont un en amont et 2 en aval hydraulique) sont implantés sur le site. L'exploitant surveille et entretient les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.
Constats : <u>Constats de l'inspection du 13/06/2023 :</u> « L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport n° T230003814 du 09/06/2023, rédigé suite aux

prélèvements effectués par l'APAVE le 04/04/2023 sur les piézomètres de l'installation. A noter que le piézomètre n° 2 est bouché et n'a pas pu être prélevé.

Le piézomètre n° 2 bouché constitue une non-conformité à l'entretien des ouvrages de surveillance des eaux souterraines. Dans le cadre du dossier de porter à connaissance transmis en lien avec la modification de ses activités, il convient que l'exploitant se positionne quant à l'opportunité de remettre ce piézomètre en service ou au contraire de le sécuriser et de proposer un autre point de mesure. »

L'exploitant n'a pas remis en état le piézomètre 2 qui est bouché. Il envisage le déplacement du piézomètre 1 (qui se trouve sur la partie Est qui doit être cédée à la ville d'Audincourt), et du piézomètre 2. Au cours de la visite d'inspection, il a été rappelé à l'exploitant que le nouveau positionnement des piézomètres devra au préalable être validé par l'inspection sur la base d'une proposition de localisations déterminées à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se mettre en capacité de réaliser la surveillance des eaux souterraine en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral sur 3 points de surveillance dont un en amont et 2 en aval hydraulique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La partie Est du site est imperméabilisée et reliée à un séparateur hydrocarbure. Il n'y a pas de stockage de déchets sur cette zone. L'entretien du séparateur a été effectué le 15/09/2025 par la société SARP (bon d'intervention présenté par l'exploitant). Le jour de la visite le BSD n'était pas encore disponible sur Trackdéchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le bordereau de suivi de déchet correspondant à l'intervention réalisée le 15/09/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2024, article 5.1.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des installations
Prescription contrôlée : <p>Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>La zone dédiée aux métaux souillés, située en partie Est du site sur une surface de 400 m² environ, est abritée des intempéries et dispose d'un sol imperméable et d'une cuve de rétention dédiée pour la collecte et la récupération des égouttures et des déversements accidentels .</p> <p>Le local batterie dispose d'un sol étanche (dallage béton) avec collecte des éventuelles fuites des produits contenus dans les batteries vers un dispositif de rétention.</p> <p>Le sol des voies de circulation et de garage, des aires d'entreposage est revêtu d'un matériau étanche et équipé (grilles et d'avaloirs de collecte des eaux pluviales) de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie. Les revêtements de sols sont maintenus en bon état afin de garantir leur étanchéité.</p>
Constats : <p>Le projet de restructuration de l'exploitant prévoyait que les aires d'entreposages ainsi que les voies de circulation soient imperméabilisées et équipées de dispositifs pour le recueil des effluents (eaux pluviales, eaux d'extinction d'incendie et déversements accidentels).</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que les travaux d'aménagement envisagés par l'exploitant n'ont pas été réalisés et que les déchets de métaux sont entreposés à l'extérieur sur une surface dépourvue d'un revêtement étanche et sans équipement de collecte des eaux pluviales de ruissellement. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>Le site ne dispose pas pour l'instant d'une zone dédiée aux métaux souillés, abritée des intempéries et disposant d'un sol imperméable et d'une cuve de rétention.</p> <p>Le stockage des batteries est abordé dans le dernier point du rapport consacré à ce thème.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de se mettre en capacité d'entreposer et de manipuler les déchets de métaux sur une aire imperméabilisée et équipée de façon à collecter les eaux pluviales et à pouvoir recueillir les effluents (eaux de lavage, déversement accidentels et eaux d'extinction d'incendie).</p> <p>Les métaux souillés doivent être entreposés à l'abri des intempéries, sur une surface imperméable et équipée d'une rétention dédiée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2024, article 5.1.3.4.
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
--

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le confinement des eaux d'extinction d'un volume total de 350 m³ est réalisé au moyen d'une rétention d'à minima 320 m³ sur les voiries et de 30 m³ sur le réseau de collecte des eaux pluviales de voirie. Cette capacité est obtenue après fermeture de la vanne d'isolement du réseau qui empêche le rejet des eaux vers le réseau d'assainissement.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Comme constaté dans le point précédent les travaux d'aménagement de la voirie et des aires d'entreposage n'ont pas été réalisés. Le site ne dispose donc pas de la rétention offerte par le jeu de pente et l'aménagement des surfaces imperméabilisées que le projet prévoit. Ceci constitue une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se mettre en capacité de confiner les eaux d'extinction d'incendie en mettant en place une rétention d'un minimum de 350 m³ et une vanne d'isolement du réseau de collecte des effluents.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois
--

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2024, article 5.3.
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un dispositif d'accueil des secours comprenant à minima les plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets avec une description des dangers, le plan des réseau et installations de rétention et confinement des eaux incendie avec l'implantation des dispositifs d'obturation, le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, facilitant

l'intervention des services d'incendie et de secours;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

- de 4 poteaux incendie alimentés par le réseau public et en mesure de fournir un débit supérieur à 60 m³/h sous une pression minimale de 1 bar pendant deux heures. Les 2 point d'eau incendie les plus proches de l'installation se situent à moins de 100 mètres de cette dernière. Les 2 autres points d'eau incendie se situent à moins de 200 mètres de l'installation ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'installation est pourvue d'un téléphone permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Un plan sommaire présenté par l'exploitant, renseigne sur les emplacements de stockage des métaux, du fioul ainsi que des extincteurs mais sans description des dangers ni plan des réseaux.

Le site dispose de 60 extincteurs répartis sur l'ensemble du site. Ils ont fait l'objet d'une vérification et d'un entretien le 28/01/2025 par la société Kieber Incendie Service titulaire des certifications conjointes APSAD & NF Service d'installation et de maintenance.

Selon le porter à connaissance déposé le 4 mars 2024, la défense extérieure contre l'incendie (DECI) est constituée de 4 poteaux d'incendie ayant un débit supérieur à 80 m³/h (données ville d'Audincourt 08/2023). La présence des poteaux n'a pas été vérifiée par l'inspection.

Questionné sur la présence d'un système de détection automatique et d'alarme incendie, l'exploitant a indiqué que son installation en est dépourvue. Or, les batteries sont entreposées dans le bâtiment principal et le bâtiment destiné à accueillir l'installation de broyage des câbles est réservé actuellement au stockage et au tri des DIB (qui constituent des zones à risques).

L'installation ne dispose pas d'une réserve de sable meuble et sec ou de matériaux assimilés permettant de lutter contre le feu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- mettre en place un dispositif d'accueil des secours comprenant a minima les plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets avec une description des dangers, le plan des réseaux et le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Ce dispositif sera à actualiser lorsque les installations de rétention et confinement des eaux incendie seront en place.

- s'équiper d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- s'équiper d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés pour la lutte contre le feu quantité adaptée au risque, ainsi que de pelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

<p>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</p> <p>« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation ne dispose pas d'un plan de défense contre l'incendie (PDI). Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a été informé du contenu attendu et de la nécessité de sa mise à disposition à l'entrée du site ainsi que de l'obligation de mise en place de mesures afin de garantir l'accès aux services de secours en périodes non ouvrées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser et de tenir à jour un plan de défense contre l'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 9 : Maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant n'a pas organisé d'exercice de défense contre l'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'organiser un exercice de défense contre l'incendie qui fera l'objet d'un compte rendu transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 10 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : [...] <p>En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. »</p> <p>L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p> [...]
Constats : <p>L'état des stocks est théoriquement accessible via le logiciel NESSY dans lequel sont reportés les entrées et sorties. La sortie d'un état des stocks se révèle laborieuse, et nécessite une opération par matière stockée. Or, l'article 13 prescrit que l'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et <u>est accessible à tout moment</u> (y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation).</p> <p>A première vue, le logiciel utilisé l'exploitant ne dispose pas d'une fonction permettant de sortir un état des stocks complet et de manière instantanée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi à minima hebdomadaire de l'état des stocks de déchets et journalier pour les batteries.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/05/2024, article 5.1.3.3 et 6.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

5.1.3.3 Conditions d'entreposage Le local batterie dispose d'un sol étanche (dallage béton) avec collecte des éventuelles fuites des produits contenus dans les batteries vers un dispositif de rétention.

6.2.2 Durée d'entreposage La durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder 1 an si les déchets sont destinés à être éliminés ou 3 ans s'ils sont destinés à être valorisés. Compte tenu du caractère dangereux des batteries, leur stockage sur le site n'excède pas six mois.

Constats :

Les batteries contenant du lithium ne sont pas acceptées sur le site. Les batteries sont stockées dans des caisses étanches entreposées dans le bâtiment principal. A l'issue des travaux, elles devront être stockées dans un local spécifique de 110 m² équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC) et disposant d'un sol étanche avec collecte des éventuelles fuites conformément aux prescriptions des articles 5.1.2 et 5.1.3.3 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2024. Pour l'heure, les conditions d'entreposage prescrites dans l'arrêté préfectoral ne sont pas respectées. C'est une non-conformité.

5 expéditions de batteries plomb ont été effectuées depuis le début de l'année 2025 pour un total légèrement inférieur à 134 tonnes. La durée d'entreposage n'excède pas 6 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de stocker les batteries dans un local dédié qui dispose d'un sol étanche (dallage béton) avec collecte des éventuelles fuites des produits contenus dans les batteries vers un dispositif de rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois